

TG1 : Comment optimiser une politique budgétaire de relance ?

Document 1 : L'épargne de précaution (2 extraits)

Les Français n'ont pas totalement dépensé ce surcroît de pouvoir d'achat. Ils ont épargné davantage, le taux d'épargne grimpa à 16,1%. «*Tant que la situation ne se sera pas franchement améliorée sur le front de l'emploi, les Français resteront tentés d'alimenter leur importante épargne de précaution quitte à réprimer leurs envies de consommation*», analyse Alexander Law.

Source : « La croissance au deuxième trimestre revue à la hausse », G. Guichard, Le Figaro, 24 septembre 2010.

Le taux d'épargne, ratio correspondant à l'arbitrage des ménages entre consommation et épargne, est un indicateur économique important. Connaître les comportements d'épargne des ménages est évidemment essentiel [...]. A court terme, une baisse du taux d'épargne des ménages est considérée comme favorable, car elle augmente la consommation et donc relance la production nationale.[...]

En France, la comptabilité nationale est la seule source de mesure du taux d'épargne global des ménages et du suivi de son évolution. Ainsi, entre 1959 et 1978, il s'est élevé de 15 à 20%, puis s'est par la suite replié jusqu'à environ 11% en 1987. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, en dépit de la faible croissance du pouvoir d'achat, le taux d'épargne s'est constamment accru, [...] pour atteindre 14,5% du revenu disponible brut en 1995.

Source : Données sociales, Christian Loisy, INSEE, 1999, p. 294-295.

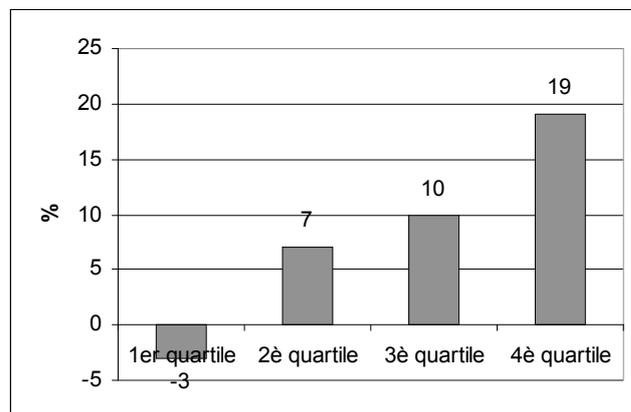
Document 2

Keynes et la propension à consommer

Keynes énonce ce qu'il appelle « la loi psychologique fondamentale » : en moyenne et la plupart du temps les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que le revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu ». Autrement dit, lorsque le revenu augmente, la consommation augmente aussi, mais la propension à consommer diminue.

Tiré du « Dictionnaire des auteurs de SES », Bréal, 2003, page 135.

Document 3 : Taux d'épargne par tranche de revenu, en % (Source : Données sociales, INSEE, 1999.)



Lecture : Les 25% des ménages les plus fortunés, épargnaient en moyenne 19% de leurs revenus en 1999.

Document 4 : Les conditions d'une relance réussie

Pour éviter le scénario d'une longue récession et briser les anticipations déflationnistes, l'intervention publique doit être massive, car seuls les pouvoirs publics ont les moyens d'éviter que la mécanique récessive s'accélère. Cela sera coûteux pour les finances publiques et long à éponger par la suite, mais une telle action aura des conséquences bien moins douloureuses économiquement, financièrement et socialement que des opérations trop timides pour limiter la hausse ex ante de l'endettement public. Dans la crise actuelle, la dette publique n'est pas une maladie, mais bien le seul remède envisageable à nos problèmes.

Dans ce dernier cas cependant, l'effet multiplicateur [*de relance*] est amputé par un certain nombre de "fuites", vers l'épargne et les importations. En effet, une partie du pouvoir d'achat distribué n'est pas consommée. D'où une condition supplémentaire : la relance doit être ciblée sur les agents qui sont le plus exposés à la crise et qui ont la propension à consommer la plus importante. C'est pourquoi l'OCDE, la Commission européenne, [...] préconisent de renforcer le soutien aux chômeurs [...]. Enfin, la partie consommée de l'argent dépensé pour la relance l'est en partie sous forme de produits importés (sans impact donc sur la production, l'emploi et le revenu national). D'où la dernière condition : la relance doit être coordonnée. Sinon, on risque de favoriser les stratégies de "passager clandestin" : des pays peuvent avoir intérêt à ne rien faire pour bénéficier des relances effectuées par les autres via leurs exportations sans avoir à payer le prix d'une dette publique supplémentaire. Les économistes de l'OFCE estiment qu'un euro d'investissement public ne produit que 0,90 euro de PIB supplémentaire sur un territoire donné dans le cas d'une relance isolée. Mais il en génère 2 dans le cas d'une relance synchronisée.

Source : « Dette publique, toujours plus ? », Alternatives économiques, Hors série n°38, Mathieu Plane, avril 2000

Questions :

- 1) **(Doc1)** : Pourquoi le taux d'épargne s'accroît-il en période de crise? (1 pt)
- 2) **(Doc1)** : Montrez par un schéma (cercle vicieux) que la hausse du taux d'épargne est dangereuse en période de crise. (2 pts)
- 3) **(Doc2)** : Reformulez avec vos termes la « loi psychologique fondamentale » de John Maynard Keynes (1 pt)
- 4) **(Doc2)** : Complétez le tableau ci-dessous afin d'illustrer « la loi psychologique fondamentale » énoncée par John Maynard Keynes ? (1 pt)

	Ménage « smicard »	Ménage « classe moyenne »	Ménage « confortable »	Ménage « aisé »
Revenu (€ nets/mois)	1000	2000	3000	5000
Consommation (€/mois)	990			
Epargne (€/mois)			300	
Propension à consommer				80%
Taux d'épargne	1%	5%		

- 5) **(Doc3)** : Quelle est la signification économique d'un taux d'épargne négatif (-3%) ? (1 pt)
- 6) **(Doc3)** : Déduisez quelles sont les propensions à consommer des ménages français selon leur tranche de revenu. (1 pt)

1 ^{er} quartile	2 ^e quartile	3 ^e quartile	4 ^e quartile

- 7) **(Doc3)** : Montrez que ce graphique valide « la loi psychologique fondamentale » de Keynes en utilisant des données significatives. (1 pt)

- 8) **(Cours/Doc4)** : Cochez (2 pts)

	Politique monétaire de relance	Politique monétaire de rigueur	Politique budgétaire de relance	Politique budgétaire de rigueur
La banque centrale augmente les taux directeurs				
La banque centrale baisse les taux directeurs				
L'Etat augmente les impôts				
L'Etat baisse les impôts				
L'Etat augmente les dépenses publiques				
L'Etat baisse les dépenses publiques				

- 9) **(Cours/Doc4)** : Rappelez ce que sont les « anticipations déflationnistes ». (2 pts)
- 10) **(Doc4)** : Pourquoi faut-il prioritairement cibler les chômeurs dans une politique budgétaire de relance ? (1 pt)
- 11) **(Doc4)** : Pourquoi « un euro d'investissement public ne produit que 0,90 euro de PIB supplémentaire dans le cas d'une relance isolée, mais il en génère 2 dans le cas d'une relance synchronisée » ? (2 pts)
- 12) **Synthèse (entourez la bonne réponse)** : Aujourd'hui, si un gouvernement voulait mener une politique budgétaire de relance efficace, devrait-il augmenter ou baisser les impôts ? Augmenter ou baisser les dépenses publiques ? Prioritairement en direction des ménages modestes ou des ménages aisés ? En même temps ou en différé de ses voisins ? Expliquez vos choix en utilisant « propension à consommer », « taux d'épargne », « loi psychologique fondamentale » et « fuites budgétaires ». (5 pts)